

QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN AUPRES DES ACTEURS LES PLUS IMPLIQUES DANS L'APPLICATION ET/OU LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE LA DTA

Structure : Conservatoire d'espaces naturels

Le 21/05/2024

Interlocuteurs : Hana GHLOUCI, Responsable territoriale pour les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime et Justine GERL, Responsable territoriale pour les départements de la Manche, du Calvados et de l'Orne.

La Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine, approuvée en juillet 2006 en Conseil d'Etat et couvrant le territoire de l'estuaire de la Seine au sens large (700 000 hectares, environ 950 communes et 1,5 million d'habitants), poursuivait les objectifs suivants :

- Renforcer l'ensemble portuaire normand dans le respect du patrimoine écologique des estuaires ;
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages, prendre en compte les risques ;
- Renforcer les dynamiques de développement des différentes parties du territoire.

A - Votre structure a-t-elle eu l'occasion de mettre en œuvre la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine ? Si oui, dans quel cadre ?

Nous n'en avons jamais entendu parler.

B - Selon vous et d'une manière générale, quels sont les effets de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine ? Les points forts et faibles ?

Nous ne pensions pas être concernées, mais maintenant que vous nous décrivez le dispositif, on peut penser qu'il y a des risques pour des espaces naturels d'être sacrifiés pour des politiques d'équipements (ports, dessertes...) et que les politiques de compensation ne soient pas à la hauteur, c'est souvent ce que l'on constate dans la séquence ERC. Mais nous ne pouvons rien dire sur la DTA que nous ne connaissons pas.

La Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Seine a fait l'objet d'un premier bilan en 2022. Ce dernier a permis d'apprécier le degré de reprise des orientations et objectifs de la DTA au sein des documents d'urbanisme et notamment des SCoT. Si cette première analyse montre que la DTA et ses objectifs sont globalement bien intégrés, elle a permis d'identifier 3 objectifs méritant une réflexion plus approfondie.

Il s'agit des objectifs suivants classés suivant leur degré de prise en compte :

- *Objectifs au développement indéterminé :*
 - **Objectif 1-1** : *poursuivre la politique d'équipement des ports – Ports du Havre, de Rouen et de Caen*
 - **Objectif 2-2** : *mettre en valeur les grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie*
- *Objectifs à risque de non atteinte :*
 - **Objectif 1-3** : *améliorer la desserte portuaire*

Selon vous, ces objectifs vous semblent-ils atteints dans vos champs de compétences et/ou documents stratégiques et/ou sur votre périmètre géographique d'intervention ?

- **C - Pour l'objectif de poursuite de la politique d'équipement des ports – Ports du Havre, de Rouen et de Caen ?**

Pas concerné.

- **D - Pour l'objectif de mise en valeur des grands ensembles naturels et paysagers caractéristiques de la Normandie ?**

Nous ne pouvons que constater que cet objectif n'est pas du tout respecté. Au contraire, on assiste progressivement à la disparition du maillage bocager, des prairies et des zones humides, tous les écosystèmes qui apportent le plus de biodiversité sont souvent sacrifiés soit pour de l'étalement urbain, soit pour de l'agriculture intensive. Ceci pour « les grands paysages », c'est-à-dire pour des espaces qui ne bénéficient d'aucune protection, car je suppose qu'on ne peut pas dire que la DTA « protège » ces écosystèmes.

Même quand les espaces naturels bénéficient d'une protection, comme le marais Vernier (c'est la plus grande tourbière de France, un site inscrit pour la protection des oiseaux, le cœur du PNR des boucles de la Seine...), cela n'empêche pas une entreprise comme RTE de pouvoir s'y installer.

L'intention de la DTA de protéger les grands ensembles paysagers est certainement louable, mais quelle est la nature de cette protection, quels sont les mécanismes de vérification et sauvegarde, à qui et comment s'applique ce type de protection ? Nous travaillons dans les espaces naturels qui bénéficient de toutes sortes de protections (Natura 2000, ENS, arrêté de protection de biotope, réserve naturelle, etc.) et nous n'avons jamais entendu parler de cette protection globale.

- **E - Pour l'objectif d'amélioration de la desserte portuaire ?**

Pas concerné.

Pour chacun des objectifs :

- **F - Si oui, dans quels documents stratégiques et/ou de planification et/ou politiques publiques sont-ils repris ?**

Aucune idée, nous travaillons sur des PLU mais nous n'avons jamais entendu parler de cette DTA.

- **G - Si non, quelles sont les raisons de cette « non prise en compte » ?**

Une méconnaissance de ces mécanismes pour nous, et apparemment l'absence de communication sur ce type de dispositif au niveau des acteurs de l'environnement.

- **H - Si non, quels sont les leviers pour aboutir à leur potentielle prise en compte ?**

Mettre ces dispositifs dans les « porter à connaissance » des PLU et s'il s'agit vraiment d'une protection de l'environnement, alors ajouter cette protection au rang des protections déjà connues. Le risque, c'est qu'il ne s'agisse que d'une compensation purement rhétorique, si personne n'en a entendu parler parmi les naturalistes et les organismes de protection de l'environnement.